

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2015/35914]

3 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire en ce qui concerne la définition de primo-arrivants allophones et la conversion de périodes en des heures puériculture

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret relatif à l'enseignement fondamental du 25 février 1997, article 136, remplacé par le décret du 6 juillet 2012, article 139, remplacé par le décret du 7 juillet 2006 et modifié par le décret du 6 juillet 2012, article 141, § 2, remplacé par le décret du 6 juillet 2012 et modifié par le décret du 19 juillet 2013 et article 173quinquies/1, § 5, inséré par le décret du 6 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 avril 2015 ;

Vu le protocole n° 8 du 8 mai 2015 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X, de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux, et du Comité coordinateur de négociation, visé au décret du 5 avril 1995 portant création de comités de négociation dans l'enseignement libre subventionné ;

Vu l'avis 57.593/1 du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, 8^obis, a, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 septembre 1998 et modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 26 janvier 2007 et 5 septembre 2008, les mots « proposant au primo-arrivant allophone une immersion en néerlandais » sont remplacés par les mots « proposant au primo-arrivant allophone un soutien linguistique intensif en néerlandais ».

Art. 2. Dans l'article 5bis du même arrêté, rétabli par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012, dans le paragraphe trois, les mots « et 2014-2015 » sont remplacés par les mots « , 2014-2015 et 2015-2016 ».

Art. 3. Dans l'article 7, § 3, 3°, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012, les mots « et 2014-2015 » sont remplacés par les mots « , 2014-2015 et 2015-2016 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2015.

Art. 5. Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 3 juillet 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203258]

2 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 95 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, conclu le 20 mars 2008, article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'avis du Comité de direction de Wallonie-Bruxelles International, donné le 16 juillet 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 février 2015;

Vu les protocoles n° 668 et 674 du Comité de secteur XVI, établis respectivement le 5 et le 20 mars 2015;

Vu l'avis n° 57.441/2 du Conseil d'Etat donné le 22 mai 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président qui a les relations internationales dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 95 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le SELOR dresse un procès-verbal après l'épreuve de base et arrête la liste des lauréats qui constituent la réserve issue de l'épreuve de base.

En cas d'épreuve complémentaire, le SELOR dresse un procès-verbal après l'épreuve complémentaire et arrête la liste des lauréats qui constituent la réserve. Les lauréats sont classés dans cette réserve sur la base du total des points obtenus à l'épreuve complémentaire.

Seuls les lauréats de l'épreuve complémentaire peuvent être admis aux emplois qui en font l'objet. »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « après la ou les épreuves » sont remplacés par les mots « après l'épreuve de base ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a les relations internationales dans ses attributions et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 juillet 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203258]

2. JULI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Artikel 95 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie-Bruxelles International"

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, Artikel 4;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen "Wallonie-Bruxelles";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie-Bruxelles International";

Aufgrund des am 16. Juli 2014 abgegebenen Gutachtens des Direktionsausschusses von "Wallonie-Bruxelles International";

Aufgrund des am 21. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 5. Februar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund der am 5. und am 20. März 2015 aufgestellten Protokolle Nr. 668 und Nr. 674 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 22. Mai 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 57.441/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 95 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie Bruxelles International" wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

« § 1. Das SELOR stellt im Anschluss an die Basisprüfung ein Protokoll auf und legt die Liste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer fest, die die aus der Basisprüfung hervorgehende Reserve bilden.

Wird eine zusätzliche Prüfung organisiert, stellt das SELOR im Anschluss an diese zusätzliche Prüfung ein Protokoll auf und legt es die Liste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer fest, die die Reserve bilden. Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer werden auf der Grundlage der Summe der bei der zusätzlichen Prüfung erzielten Punkte in diese Reserve eingestuft.

Nur die Bewerber, die die zusätzliche Prüfung bestanden haben, können zu den Stellen, die Gegenstand dieser Prüfung sind, zugelassen werden.";

2° in Paragraph 2 wird der Wortlaut "nach der (den) Basisprüfung(en)" durch den Wortlaut "nach der Basisprüfung" ersetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats, der dem Ablauf einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, und der Minister für den öffentlichen Dienst werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Juli 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203258]

2 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 95 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International »

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", artikel 4, gesloten op 20 maart 2008;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International »;

Gelet op het advies van het directiecomité van « Wallonie-Bruxelles International », gegeven op 16 juli 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 januari 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 februari 2015;

Gelet op de protocollen nr. 668 en 674 van het Sectorcomité nr. XVI, respectievelijk opgesteld op 5 en 20 maart 2015;

Gelet op het advies nr. 57.441/2 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President, die voor internationale betrekkingen bevoegd is, en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 95 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. SELOR maakt een proces-verbaal op na de basisproef en legt de lijst vast van de laureaten die de reserves uitmaken op grond van de basisproef.

In geval van bijkomende proef maakt SELOR een proces-verbaal op na de bijkomende proef en legt hij de lijst vast van de laureaten die de reserves uitmaken. De laureaten worden in die reserve gerangschikt op grond van het totaal aantal punten behaald voor de bijkomende proef.

Enkel de laureaten van de bijkomende proef komen in aanmerking voor de betrekkingen die er het voorwerp van uitmaken »;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « na de basisproef (-proeven) » vervangen door de woorden « na de basisproef ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister die voor internationale betrekkingen bevoegd is en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX